

Édition des cahiers de doléances/cahiers citoyens 2018-2019 pour la Charente-Maritime

par Marie-Anne Chabin, 2024

Montendre

code INSEE : 17240

3 230 habitants

Communauté de communes de la Haute Saintonge



Original aux Archives départementales de Charente-Maritime (4275W237) ; copie numérique aux Archives nationales.

Forme : cahier d'écolier grand format grands carreaux, 192 p, 90 gr.

Couverture AMF en noir et blanc avec tampon de la commune.

Titre : Cahier de doléances et de propositions

Sur la page de garde : Registre ouvert en mairie de Montendre comportant 96 feuilles, cotées 1 à 192.

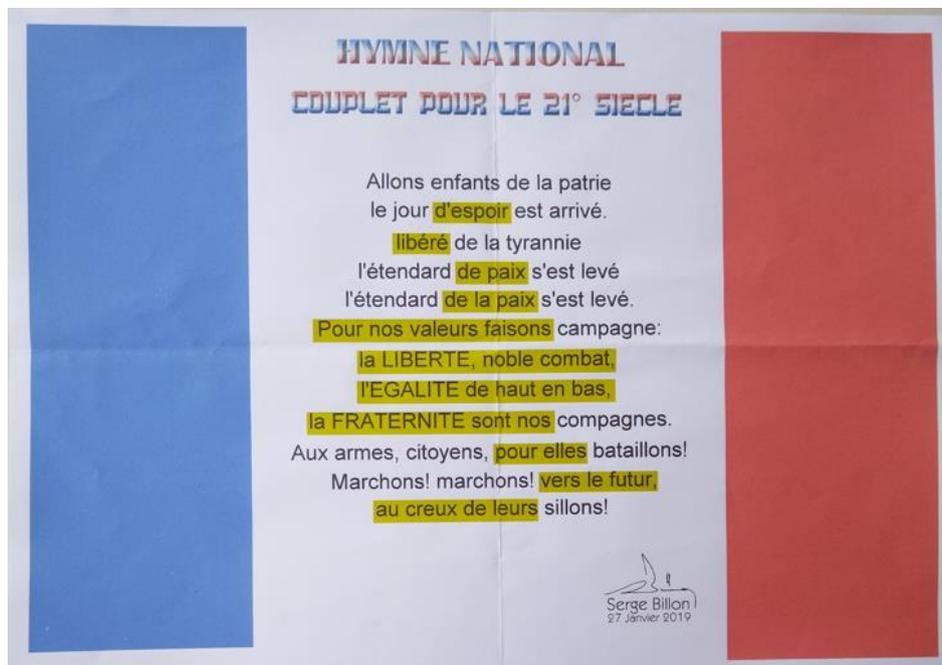
Ouvert en décembre 2018.

Écrit jusqu'à la page 11, ta 14 contributions.

Pour en savoir plus : <https://www.marieannechabin.fr/cahiers-de-doleances-2018-2019/>

DIGNITE HUMAINE : DROITS ET DEVOIRS

- Exemplarité de la France pays des Droits de l'Homme qui se doit de respecter et de protéger chaque femme, enfant, homme, famille.
- Rendre prioritaire les aides sociales pour nos SDF, handicapés, personnes âgées, tous citoyens français dans la précarité. Programmes d'aides pour les jeunes : bourses d'études et aides au premier emploi.
- Rendre accessible un logement décent pour tous.
- Revaloriser les petites retraites et rétablir les retraites de réversion.
- Respecter la vocation humanitaire de la France comme terre d'asile politique mais retrait du traité de Marrakech pour éviter une immigration déséquilibrée.
- Enseigner à l'école les valeurs philosophiques et laïques de notre pays tout en pérennisant la culture française, son histoire dans sa globalité, ses terroirs et ses traditions.
- Restructurer le système éducatif afin de favoriser la Réussite et l'Epanouissement de nos enfants.



Règles appliquées pour l'édition des contributions

Les contributions ont été numérotées de 1 à N. La forme (manuscrite ou dactylographiée) est indiquée, ainsi que le nombre de lignes sur le cahier original et le nombre de mots de la contribution. Il est précisé, quand l'information existe, si l'auteur est une femme, un homme ou un couple.

Les noms, prénoms, adresses et numéros de téléphone ne sont pas transcrits, en référence au Règlement européen pour la protection des données personnelles (RGPD). En revanche, les données relatives à l'âge et à la profession sont reprises quand elles existent. Si la contribution est datée, la date est indiquée. Si la contribution est signée, cela est indiqué également.

Afin de faciliter la lecture des contributions, l'orthographe a été corrigée mais la syntaxe a été respectée. L'usage des majuscules et de la ponctuation a été uniformisé. Le cas échéant, quelques ajouts ou commentaires apparaissent en italique entre [].

1. Manuscrit, 25 lignes, 180 mots (homme)

[Initiales] 65 ans, retraité

Montendre, le 31.12.18

- * Entrée du référendum d'initiative citoyenne, RIC, en toutes matières dans la Constitution. Révocatoire. Constituant. Législatif. Abrogatoire.
- * Fin des indemnités présidentielles à vie.
- * Vraie lutte contre l'évasion fiscale.
- * Fin des privilèges pour les élus et non élus. Salaire médian. Tickets restaurant. Chèques vacances. Frais de transport surveillés et remboursés si justifiés.
- * Imposition "juste" des entreprises.
- * Prise en compte du vote blanc.
- * Revoir à la baisse le % de toutes les taxes relatives aux produits et services de première nécessité.
- * Indexation des salaires et des retraites sur l'inflation.
- * Plus de retraites en dessous de 1200 €.
- * Impôt sur le revenu plus progressif.
- * Zéro SDF.
- * Lutter contre la concentration des médias.
- * Garder le système de retraite solidaire.
- * En finir avec le chômage de masse.
- * Plus de sécurité de l'emploi.
- * Pas de prélèvement à la source.
- * Grand plan d'isolation des bâtiments.
- * Une écologie moins punitive.
- * Loi d'amnistie pour les Gilets jaunes condamnés pour les faits commis durant les manifestations.

2. Manuscrit, 10 lignes, 76 mots (homme)

[Nom, Prénom]

Montendre le 3/01/19

- * Mise en place du RIC, référendum d'initiative citoyenne.
- * Mise en place d'une constitution visant à répartir plus équitablement les richesses de notre pays.
- * Remise en place de l'ISF.
- * Mise en place d'une taxe écologique sur les gros pollueurs.
- Revaloriser les minima sociaux.
- Revaloriser les retraites.
- Augmenter le SMIC et les bas salaires.
- GAFA...
- Récupérer l'argent de la fraude fiscale.
- Démission de Mr Macron.

3. Manuscrit, 11 lignes, 78 mots (homme)

[Nom Prénom]

Montendre, le 7.01.2019

Établissement de la proportionnelle à l'Assemblée nationale.

Réindexation des retraites sur le coût de la vie.

Consultation du peuple (RIC) pour les orientations politiques.

Créer une structure pour récupérer l'argent de la fraude fiscale.

Remettre l'ISF.

Contrôler l'efficacité du CICE par un organisme indépendant.

Arrêter les cadeaux fiscaux aux grands industriels qui ne font que du chantage à l'emploi.

Obliger les grands patrons à ne pas augmenter leurs traitements au-delà du coût de la vie.

4. Manuscrit, 12 lignes, 89 mots (couple)

[NOM PRÉNOMS, LOCALITÉ]

Suppression de la hausse de 1,7 % de la CSG retraite.

Indexation des retraites sur le coût de la vie, inflation.

Remettre septennat.

Déplacer législatives en milieu de mandat présidentiel.

Revaloriser le SMIC.

Revaloriser point indice fonctionnaire.

Suppression vitesse 80 km/h, remettre à 90 km/h.

Suppression 1/3 députés et 1/3 sénateurs.

Salaires de Mme JOUANNO, interlocutrice Gilets jaunes/gouvernement, indécent, + de 14 000 € / mois.

Mr Moscovici, arrêtez de nous pomper avec ces 3 % ; vous n'avez rien fait quand vous étiez au pouvoir (incapables).

Remettre l'ISF.

[Signature]

5. Manuscrit, 4 lignes, 23 mots

[PRÉNOM] Montendre

Hausse des retraites.

ISF, rétablissement.

Finis les salaires à 14 000 €.

MACRON et compagnie à la retraite, 2000 € par mois.

[Signature]

6. Manuscrit, 8 lignes, 48 mots (couple)

Le 09.01.2010 [NOM Prénoms] MONTENDRE

- Réindexation des retraites.
- Consultation du peuple (RIC).
- Remise en place de l'ISF.
- Fin des privilèges des élus.
- Diminution significative des députés et sénateurs.
- Taxation du kérosène (AVION).

- Taxation fioul lourd (MARINE).
- Établissement d'une vraie PROPORTIONNELLE lors des échéances électorales.

[Signatures]

7. Manuscrit, 12 lignes, 67 mots (homme)

Le 10/01/2019 [Prénom NOM] retraité

- Réindexation des retraites.
- Suppression de la taxe d'habitation pour tous ou alors maintien pour tous.
- Suppression de l'indemnité à vie des ex-présidents de la République.
- Diminution du nombre d'élus, Sénat, Assemblée nationale, département et région.
- Refonte de la fiscalité dans son ensemble (revenus et foncier).
- Meilleure répartition des fonctionnaires (État et territoriaux).
- Ne pas solliciter exagérément les classes moyennes.

[Signature]

8. Manuscrit, 9 lignes, 78 mots (femme)

Le 10/1/19 [Nom, Prénom, Localité] Employée

- Une diminution du nombre de députés et de sénateurs.
- Fin des privilèges des anciens ministres, présidents.
- Une justice égale pour tous et pas avec 2 poids 2 mesures.
- Contrôle du CICE (Carrefour).
- Prise en compte de tous les votes pour les élections.
- Arrêter de donner des sous aux autres pays.
- Commencez par nos SDF et exclus de la société.
- Revaloriser les métiers en relation avec les personnes (infirmières, aides-soignantes...).

[Signature]

9. Manuscrit, 40 lignes, 159 mots

Le 25 janvier 2019

Il faut :

Réformer le traitement dont bénéficient les anciens chefs d'État ; un ancien président nous coûte 3 millions d'euros / an. C'est beaucoup trop.

Arrêt des avantages cumulés fournis par la République et celles de leurs missions dans le privé => il faut choisir.

Comme tout le monde, la retraite à 62 ans ; pour eux 60 ans actuellement d'où une économie pour le budget de l'État.

Les anciens présidents ne devraient plus faire partie à vie du Conseil constitutionnel ; leur présence n'a plus lieu d'être. Salaire en moins à leur payer, c'est encore une économie pour le budget de l'État.

Nous ne demandons pas de baisser les impôts mais éviter de les augmenter. Les baisses d'impôts que vous (l'État) dites sont faites inégalement ce qui monte les gens les uns contre les autres.

Il faut bien des impôts équitables pour faire fonctionner l'État, les régions ; encore faut-il l'utiliser correctement ?

[Signature]

[Sont insérées trois pages du questionnaire du Grand débat national, thème Fiscalité) avec réponse manuscrite à trois questions, en redondance avec ce qui est écrit sur le cahier]

01-Quelles sont toutes les choses qui pourraient être faites pour améliorer l'information des citoyens sur l'utilisation des impôts ?

Faire plus d'information locale concernant le rôle du Sénat et de l'Assemblée nationale, sur nos institutions.

04-Quels sont selon vous les impôts qu'il faut baisser en priorité ?

Pourquoi baisser les impôts ? Éviter de les augmenter.

11-Y a-t-il d'autres points sur les impôts et les dépenses sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ?

Réformer le traitement dont bénéficient les anciens chefs d'État ; un ancien président nous coûte 3 millions d'euros / an. C'est beaucoup trop.

Arrêt des avantages cumulés fournis par la République et celles de leurs missions dans le privé => il faut choisir.

Comme tout le monde, la retraite à 62 ans, pour eux 60 ans actuellement d'où une économie pour le budget de l'État.

Les anciens présidents ne devraient plus faire partie à vie du Conseil constitutionnel ; leur présence n'a plus lieu d'être. C'est encore une économie pour le budget de l'État.

10. Manuscrit, 18 lignes, 140 mots

30/01/2019

Quelques doléances locales et générales.

- Arrêter le massacre des haies en bordure de route en remplaçant les broyeuses par des lamiers ! Exemple à Vallet, mais cela peut être élargi à tout le pays.
- Supprimer la TVA sur les produits de première nécessité et l'augmenter sur les produits de luxe.
- Augmenter les taxes sur les revenus des actions en bourse.
- Taxer les GAFA.
- Diminuer le nombre de sénateurs et leur train de vie en prenant exemple sur les pays nordiques. Réinstaurer l'ISF et supprimer les taxes sur les biens immobiliers pour relancer la construction. Simplifier les déclarations d'impôts de plus en plus complexes à remplir.
- Réduire le millefeuille : commune, canton, communauté de communes, département, région, supra-région, État. Il coûte trop cher à la nation.
- Préserver le métier d'infirmière hospitalière.
- Etc.

[Prénom Nom]

11. Manuscrit, 35 lignes, 270 mots (couple)

[Prénom NOM] et [Prénom NOM]

Le 2 février 2019

- Taxer les paquebots, les avions.
- Transformer le transport routier par le transport ferroviaire (environnement).

- Remettre la limitation à 90 km/h avec des partielles à 80 km/h pour les endroits à risques.
- Transparence sur les versements de la journée des "vieux" (lundi de Pentecôte <-> reprise du jour férié pour tous les travailleurs).
- Supprimer la rémunération aux députés et aux sénateurs lors de leurs absentéismes.
- Reconnaître le vote blanc.
- Augmentation du pouvoir d'achat.
- Baisser les trimestres d'activité afin d'augmenter des emplois pour les chômeurs + création d'emplois. Baisse des charges pour les employeurs.
- Les entreprises doivent rester françaises.
- Présence officielle établie de représentants de Gilets jaunes à l'Assemblée nationale.
- Rétablissement de l'ISF.
- Interpellation des fraudes pour les cartes vitales liées aux étrangers et immigrants.
- Retirer les avantages financiers des présidents et des ministres à la fin de leurs fonctions + salaires trop élevés des membres du gouvernement.
- Arrêt des versements "parachutes" des grands patrons.
- Arrêt de l'augmentation des taxes.
- Transparence des comptes de l'État.
- Homéopathie et ostéopathie reconnues, prises en charge et remboursées.
- Augmentation du SMIC et non pas de la prime d'activité CAF.
- Adopter le système du vote suisse.
- Arrêt de migrants en France et rétablissement de la douane aux frontières.
- Si acte de terrorisme = expulsion définitive de la France de leurs proches.
- Dans le domaine carcéral, séparation des petites peines et des grandes.
- Manque de communication de l'État sur ce cahier de doléances.
- Réponses à nos doléances du gouvernement par mail [adresse mail].

12. Dactylographié (2 pages insérées), 10 lignes, 597 mots (homme) (lettre-type)

Objet : Propositions de sujets dans le cadre du grand débat national.

Madame, Monsieur,

En tant que citoyen, je me permets de vous envoyer les propositions qui me tiennent à cœur et que j'aimerais voir abordées à l'occasion du grand débat national dont vous centralisez les thèmes.

Soucieux du sort réservé aux victimes dans la procédure pénale ainsi que la sécurité au quotidien de tous les Français, voilà trois réflexions qui pourraient faire évoluer les droits des parties civiles, rétablir un seuil de sécurité et qui, de fait, participerait au bon fonctionnement de notre justice :

- **Pour que la victime puisse faire appel en cas de relaxe ou d'acquittement**

Il s'agit de créer **un droit d'appel pour les victimes en cas de relaxe ou d'acquittement** du mis en cause devant le tribunal correctionnel, la cour d'assises et le futur tribunal criminel départemental.

Aujourd'hui, ce droit n'existe pas : la victime peut certes faire appel sur ses intérêts civils, **mais elle ne peut pas demander la tenue d'un second procès pénal** qui pourrait aboutir à l'établissement de la culpabilité pénale du mis en cause.

Cette situation est souvent vécue comme un second traumatisme pour la victime. Car une décision de relaxe ne signifie pas seulement que son agresseur présumé est innocenté ; aux yeux de la société, **c'est la victime elle-même qui devient une menteuse potentielle**, ce qui est particulièrement ravageur dans les cas de violences sexuelles, parfois difficiles à prouver matériellement.

Le droit d'appel de la victime en cas de relaxe ou d'acquittement serait en outre le prolongement naturel et cohérent des droits dont bénéficient actuellement les victimes. En effet, la victime déclenche l'enquête en portant plainte, peut passer outre un classement sans suite du procureur par une constitution de partie civile et a la capacité de faire appel des ordonnances de non-lieu du juge d'instruction. **Il est donc tout à fait légitime qu'elle puisse également mettre l'appel en mouvement lorsqu'elle estime que justice n'a pas été rendue.**

- **Pour interdire aux détenus terroristes de solliciter une libération conditionnelle avant au moins les deux-tiers de leur peine.**

Les méthodes de déradicalisation mises en place peinent encore à obtenir des résultats satisfaisants.

Les détenus radicalisés condamnés pour des faits de terrorisme présentent, pour un certain nombre d'entre eux, des risques importants de récidive. Dans de telles situations, la peine de prison trouve son utilité essentiellement dans son rôle de neutralisation.

Ainsi, un régime spécial d'exécution des peines doit être réservé à ce type de détenus particulièrement dangereux.

Cela s'inspire du régime d'exécution des peines existant en Italie, aux articles 176 et suivants du code pénal transalpin qui allonge pour les terroristes et les mafieux la période à l'issue de laquelle ils sont en droit de solliciter une libération conditionnelle.

- **Pour la suppression des réductions de peine automatiques.**

Ces réductions de peine, qui s'élèvent à trois mois la première année et à deux mois les années suivantes, choquent parce qu'il n'est nullement tenu compte, pour en bénéficier, de la « bonne conduite » du condamné. **Elles sont accordées de droit et ne sont retirées qu'en cas de mauvaise conduite caractérisée.**

Ces réductions de peine sont d'autant plus inutiles que les aménagements de peine (accessibles à mi-peine) et les réductions de peine supplémentaires (de trois mois par an) permettent déjà d'encourager les détenus à bien se conduire, à suivre un traitement ou à indemniser leurs victimes.

Je vous remercie par avance pour l'intérêt que vous porterez à ces propositions et espère vivement qu'elles viendront enrichir le débat qu'attendent les Français.

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à ma respectueuse considération.

[Coordonnées manuscrites]

[Prénom, Nom, Adresse]

[Signature]

13. Dactylographié (3 pages), 47 lignes, 688 mots

URGENCE POUR LA FRANCE

Faisons respecter nos droits et nos libertés !

LIBERTÉ :

- Liberté de manifester sans répression ni violences policières : annulation du fichier S bis et des lois anti-manifestations abusives (cf. loi anticasseurs).
- Liberté d'expression et de réunion des individus et des médias, sans censure de la part de l'État ni du monde des affaires (suppression de la loi « secret des affaires »).
- Indépendance financière et politique des médias, fin des conflits d'intérêts, pour une information vraie et transparente.
- Indépendance des études et de la recherche scientifique, médicale et industrielle au service de l'humain et non plus du profit.

- Reconnaître les médecines naturelles, préventives et curatives. Prise en charge par la sécurité sociale des thérapies alternatives, cliniquement bénéfiques pour le patient.

DIGNITÉ HUMAINE : DROITS ET DEVOIRS

- Exemplarité de la France, pays des Droits de l'Homme qui se doit de respecter et de protéger chaque femme, enfant, homme, famille.
- Rendre prioritaire les aides sociales pour nos SDF, handicapés, personnes âgées, tous citoyens français dans la précarité. Programmes d'aides pour les jeunes : bourses d'études et aides au premier emploi.
- Rendre accessible un logement décent pour tous.
- Revaloriser les petites retraites et rétablir les retraites de réversion.
- Respecter la vocation humanitaire de la France comme terre d'asile politique mais retrait du traité de Marrakech pour éviter une immigration déséquilibrée.
- Enseigner à l'école les valeurs philosophiques et laïques de notre pays tout en pérennisant la culture française, son histoire dans sa globalité, ses terroirs et ses traditions.
- Restructurer le système éducatif afin de favoriser la réussite et l'épanouissement de nos enfants.

JUSTICE, SÉCURITÉ, ÉGALITÉ

- Système judiciaire indépendant du pouvoir.
- Appliquer les lois à l'identique pour tous.
- Protéger les victimes avec sanctions appropriées pour les agresseurs.
- Renforcer les lois de légitime défense du citoyen.
- En finir avec les privilèges et l'immunité des élus, des hauts fonctionnaires, et avec le cumul des mandats. Diminuer leur nombre et leur train de vie.
- Exemplarité des élus avec casier judiciaire vierge, travail effectif, et révocation si promesses non tenues.
- En finir avec le diktat de l'ENA et des grandes écoles françaises, de l'élitisme en général.
- Prévenir et agir efficacement contre l'extrémisme, la radicalisation et le terrorisme, refuser la réintégration des djihadistes sur notre sol.

ÉCONOMIE, FINANCE ET POLITIQUE

- URGENCE : revaloriser le pouvoir d'achat.
- Décentraliser les pouvoirs de l'État au profit des régions, départements et communes.
- Augmentation des budgets des hôpitaux, création de maisons de retraites municipales accessibles à tous.
- Rétablir une fiscalité attrayante pour favoriser l'investissement, le développement des entreprises, la production industrielle et agricole en France.
- Égalité de salaire femme/homme, égalité de droits des salariés et des indépendants (retraite, chômage, congés maladie).
- Encourager la valeur travail en valorisant aussi bien le niveau d'études que l'expérience professionnelle et le savoir-faire.
- Créer un comité d'éthique indépendant pour réglementer et contrôler les lobbyings qui règnent sur les économies et les gouvernements.
- Lutter efficacement contre l'évasion fiscale et la fraude sociale.
- Les Français n'ont pas à payer la dette générée par leur État.
- L'État français se doit de trouver plus de souveraineté face à l'Europe qui nous asservit.

SANTÉ DE LA PLANÈTE ET DE L'HUMAIN

- Tous ensemble contre les pesticides, fongicides, antibiotiques, vaccins et les nanoparticules qui polluent et affaiblissent le vivant !
- Interdire toute manipulation du génome.

- Rendre transparentes la composition et la traçabilité de tout produit.
- Soutenir et aider l'agriculture qui respecte l'écosystème et la biodiversité.
- Aller vers une consommation locale et équitable pour encourager les filières agricoles de nos régions.
- En finir avec les élevages intensifs, mettre en place de nouveaux modèles qui favorisent le respect et le bien-être de l'animal.
- Rechercher et surtout développer les énergies alternatives existantes et non exploitées, pour aller vers une complète transition énergétique.
- Renforcer la loi anti-trust. *Exemples : les sociétés pétrolières ne doivent pas posséder et bloquer d'autres systèmes de production d'énergie. Les sociétés phytosanitaires comme Bayer/Monsanto ne doivent pas régner sur les sociétés semencières.*

14. Dactylographié, 26 lignes, 175 mots (homme)

Enveloppe tricolore avec la mention imprimée « Contribution personnelle au grand débat » et la mention manuscrite « À l'attention de la personne en charge du grand débat ». Tampon de la commune en date du 28 janvier 2019

Carte postale représentant un jardin.

Au verso de la carte postale: « Le jardin mauve. Crampel-Lachèvre, 1893-1895 » avec la mention manuscrite « collection privée » et le texte suivant, dactylographié :

« Le document joint constitue ma modeste contribution au Grand débat. Il suggère une mise à jour du texte d'un des couplets du « champ de la guerre de l'armée du Rhin », couplet généralement désigné par le terme « La Marseillaise ».

Il s'agirait de passer d'un hymne belliqueux et revanchard un hymne à l'éloge de la paix et des valeurs républicaines figurant sur les façades de nos établissements publics et en tête de nos documents administratifs.

Chantonnez-le, l'essayer, c'est l'adopter. Il me semble qu'il ressemble mieux à la France d'aujourd'hui... (argumentaire détaillé sur demande).

Mes coordonnées : [Prénom NOM, Adresse, Téléphones, Adresse mail]

HYMNE NATIONAL

COUPLET POUR LE 21^E SIÈCLE

Allons enfants de la patrie

le jour d'espoir est arrivé.

Libéré de la tyrannie

l'étendard de paix s'est levé

l'étendard de la paix s'est levé.

Pour nos valeurs faisons campagne :

la LIBERTÉ noble combat

l'ÉGALITÉ de haut en bas

la FRATERNITÉ sont nos compagnes.

Cahier de Montendre

Aux armes, citoyens, pour elles bataillons !

Marchons ! marchons ! vers le futur

au creux de leurs sillons !

[FIN]